

Les luttes étudiantes au Québec: 1956-2012

Quelques jalons historiques



Octobre 1956

1 000 étudiantes et étudiants marchent sur le Parlement à Québec. Elles et ils revendiquent l'abolition des frais de scolarité et du système de prêt étudiant, l'institution d'un présalaire étudiant et, plus largement et à plus long terme, la gratuité scolaire à tous les niveaux d'enseignement.

Mars 1958

Environ 21 000 étudiantes et étudiants universitaires sont en grève générale illimitée pour dénoncer le gouvernement de Maurice Duplessis qui refuse de négocier. Parallèlement, une étudiante (Francine Laurendeau) et deux étudiants (Jean-Pierre Goyer et Bruno Meloche) occupent les bureaux du premier ministre.

Septembre 1961

Adoption par l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) de la Charte de l'étudiant universitaire. Selon certains, c'est la naissance du syndicalisme étudiant.

13 mai 1964

Création du ministère de l'Éducation à la suite des travaux de la commission Parent.

Novembre 1964

Fondation de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ). La nouvelle organisation revendique l'abolition des frais de scolarité, la reconnaissance des étudiantes et des étudiants comme de jeunes travailleurs intellectuels ayant droit à un salaire, la cogestion et la création de nouvelles institutions publiques.

Octobre 1968

Le 12 octobre, une quinzaine de cégeps, certaines facultés et certains départements universitaires sont en grève générale illimitée pour réclamer une meilleure planification de l'accessibilité au marché du travail, la gratuité scolaire, la création d'une deuxième université de langue française à Montréal, la bonification du programme des prêts et bourses, la cogestion et l'abolition de la politique des présences obligatoires au cégep.

Le 21 octobre, 10 000 étudiantes et étudiants participent à une manifestation à Montréal. Celle-ci est suivie d'une nouvelle vague de grèves et d'occupations en novembre.

À la suite de cette mobilisation, les frais de scolarité sont gelés jusqu'en 1990.

Mars à septembre 1969

Dissolution de l'UGEQ, de l'AGEUM et de l'Association des étudiants de l'Université Laval (UGEL). Certains leaders du mouvement étudiant d'octobre 1968 considèrent, malgré les gains, que cette mobilisation fut un échec.

Automne 1974

Un premier mouvement de grève s'amorce le 9 octobre pour réclamer le retrait des tests d'aptitude aux études universitaires (TAEU). Le gouvernement du Québec retire les TAEU.

En novembre, une nouvelle mobilisation voit le jour au Cégep de Rimouski afin d'abolir les frais de scolarité et d'améliorer le système des prêts et bourses (suppression de la contribution parentale et de celle du conjoint, diminution de la contribution de l'étudiante et de l'étudiant et diminution du montant maximum du prêt de 700\$ à 500\$). Le mouvement de grève gagne rapidement du terrain et une trentaine de cégeps y adhèrent, en plus de certaines écoles secondaires et des départements universitaires. Environ 100 000 étudiantes et étudiants sont alors en grève.

Dans la semaine du 9 au 14 décembre, la police antiémeute intervient dans plusieurs cégeps à la demande des administrations locales.

22 mars 1975

Fondation de l'Association générale des étudiantes et étudiants du Québec (ANEEQ) à l'Université Laval.

Automne 1978

En abandonnant ses promesses électorales en matière d'éducation (gratuité scolaire à tous les niveaux et instauration d'un présalaire pour les étudiantes et les étudiants), le gouvernement péquiste mobilise les troupes étudiantes.

Le 7 novembre 1978, les étudiantes et les étudiants du Cégep de Rimouski votent pour la grève générale illimitée et sont suivis, quelques jours plus tard, par les étudiantes et étudiants des cégeps de Chicoutimi et de La Pocatière. Le 23 novembre, on compte une trentaine d'établissements impliqués dans le mouvement. Le même jour, une manifestation de 1 500 personnes, qui se tient devant les bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal, se transforme en occupation improvisée.

Les étudiantes et les étudiants de l'UQAM rejoignent le mouvement. C'est la première fois qu'une université est complètement fermée en raison de cet exercice du droit de grève. Plusieurs départements des sciences humaines des universités de Montréal et de Laval décident aussi de rejoindre le mouvement.

Au total, plus de 100 000 étudiantes et étudiants des collèges et des universités sont en grève générale.

Automne 1986

Le 7 octobre 1986, les étudiantes et les étudiants du Vieux-Montréal amorcent un mouvement de grève et revendiquent le maintien du gel des frais de scolarité jusqu'à la fin du mandat du gouvernement Bourassa, le retrait des frais afférents à l'université et une réforme du programme d'aide financière aux études.

Le mouvement regroupe environ 25 associations, dont une seule universitaire, l'Association générale des étudiants de l'Université du Québec à Montréal (AGEUQAM).

Le 22 octobre 1986, le gouvernement s'engage à maintenir le gel des frais jusqu'en 1989, mettant fin au mouvement.

Automne 1988

Le 26 octobre, plus de 100 000 cégépiennes et cégépiens amorcent une grève de trois jours dans 23 des 44 établissements du Québec pour réclamer une amélioration du régime des prêts et bourses. Le 29 octobre, l'Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec (ANEEQ) se prononce en faveur du déclenchement d'une grève générale illimitée. Le mouvement s'enclenche avec le ralliement d'une vingtaine d'associations étudiantes, mais certaines, collégiales, s'y opposent. Le mouvement décline et l'ANEEQ met fin à la grève le 13 novembre.

1990

L'Association nationale des étudiantes et des étudiants du Québec (ANEEQ) et la nouvelle Fédération des étudiantes et étudiants du Québec (FEEQ, qui deviendra plus tard la FEUQ) lancent un mouvement pour s'opposer au dégel des frais de scolarité (les frais universitaires, qui sont de 540\$ – gelés depuis 20 ans – devaient passer à 890\$ l'année suivante, puis à 1 240\$ l'année d'après).

Plusieurs manifestations, parfois accompagnées d'arrestations, marquent les journées de protestation qui ont débuté le 13 mars. Au plus fort de la mobilisation, seulement une douzaine de cégeps et trois universités (l'UQAM, l'UQAR et l'Université de Montréal) étaient en grève. Le mouvement perd de son importance et ne réussit pas à faire fléchir le gouvernement.

1993

Dissolution de l'ANEEQ.

Automne 1996

Pour protester, notamment, contre la possibilité que le gouvernement péquiste hausse les frais de scolarité à l'université et augmente les frais afférents au cégep, les associations étudiantes se mobilisent. Le 8 novembre, 23 cégeps sont en grève, soit plus de 60 000 étudiantes et étudiants sur un total de 165 000. Les étudiantes et les étudiants de McGill, de l'Université de Montréal, de Concordia et de l'UQAM rejoignent le mouvement.

La ministre de l'Éducation, Pauline Marois, annonce, dix jours plus tard, le gel des frais de scolarité à l'université et le maintien du plafond des frais afférents au cégep. Le mouvement prend fin le 25 novembre après une vingtaine de jours de grève.

Hiver 2001

Fondation de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) au cégep de Valleyfield.

Hiver 2005

Six cégeps et une douzaine d'associations étudiantes universitaires entrent en grève générale illimitée le 21 février afin de protester contre la conversion de

103 millions\$ de bourses en prêts. Environ 185 000 étudiantes et étudiants sont en grève au plus fort de la mobilisation.

La FEUQ et la FECQ en arrivent finalement, après environ 6 semaines de grève, à une entente de principe avec le ministère de l'Éducation, qui consiste à réinvestir 482 millions de dollars en bourse, pour les cinq prochaines années. Le retour des 103 millions de dollars est promis pour 2006. La FEUQ invite alors ses membres à accepter l'offre pour mettre fin à la grève, tandis que la FECQ qualifie l'offre de suffisamment intéressante. La Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉÉ), qui a été exclue des négociations avec le gouvernement, invite ses membres à rejeter l'offre de principe et à continuer les moyens de pression.

Sur les 185 000 étudiantes et étudiants ayant participé au mouvement de grève générale illimitée, 110 000 votent contre l'entente, alors que 75 000 l'acceptent. La majorité des associations membres de la FECQ et de la FEUQ entérine toutefois l'entente de principe, d'où l'arrêt rapide de leurs moyens de pression, alors que bon nombre d'associations membres de la CASSÉÉ poursuivent la grève jusqu'au 14 avril.

Hiver 2012

Le 13 février, des associations étudiantes lancent un mouvement de grève pour contrer la décision du gouvernement du Québec d'augmenter annuellement de 325\$ les droits de scolarité dans les universités, et ce, pendant cinq ans.

La grève est déclenchée le 13 février 2012 par l'Association des chercheuses et chercheurs étudiants en sociologie de l'Université Laval et le Mouvement des étudiantes et des étudiants en service social de l'Université Laval. Ils sont suivis dès le lendemain par les facultés des sciences humaines, de science politique, de droit et d'arts de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Le 16 février, le Cégep du Vieux-Montréal est le premier à entrer en grève, suivi le 20 février par d'autres cégeps qui viennent grossir les rangs des grévistes, qui se chiffrent à ce moment à plus de 30 000. Le 27 février, de nombreuses associations se joignent au mouvement. Il y a plus de 65 000 étudiantes et étudiants en grève. Le 5 mars 2012, le mouvement regroupe environ 123 300 étudiantes et étudiants en grève générale illimitée et plus de 9 500 étudiants ont ce mandat en poche. Le nombre d'étudiantes et d'étudiants en grève atteint son sommet le 22 mars: 309 000 étudiantes et étudiants sont en grève. Cependant, plusieurs de celles-ci et ceux-ci sont en grève limitée en raison de la manifestation nationale du 22 mars, qui mobilise plus de 200 000 personnes.

La grève étudiante est principalement coordonnée par la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE), par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Le 17 avril 2012, plus de 170 000 étudiantes et étudiants sont toujours en grève.

Le 23 avril, les représentants des trois associations étudiantes entament des négociations avec le gouvernement.

Le 26 avril, les négociations sont suspendues après l'exclusion de la CLASSE.

Références

Mario Beauchemin, *La centralité de l'État providence dans le mode de vie des étudiantes et étudiants universitaires au Québec: 1950-1985*, Québec, Université Laval, 1991, 139 p.

Benoît Lacoursière, «Brève histoire du mouvement étudiant», *Revue Ultimatum*, 2005-2006.
www.asse-solidarite.qc.ca/spip.php?article285&lang=fr

Les grèves étudiantes au Québec: quelques jalons
www.radio-canada.ca/sujet/Droits-scolaire/2012/02/14/003-droits greve-chrono.shtml

http://fr.wikipedia.org/wiki/Grève_étudiante_québécoise_de_2005

http://fr.wikipedia.org/wiki/Grève_étudiante_québécoise_de_2012